

«Le canton de Genève s'est longtemps reposé sur ses acquis»

FISCALITÉ. Karine Curti, directrice de la Flag, est inquiète concernant l'annonce du départ pour l'Italie de son cofondateur Renaud de Planta.

Nathalie Praz

Le départ pour l'Italie de Renaud de Planta, ancien membre du collège des associés de Pictet et cofondateur de la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (Flag), selon *Le Matin Dimanche* de ce week-end, alimente le débat sur l'attractivité fiscale genevoise, et plus largement suisse. Contacté, l'intéressé n'a pas réagi pour confirmer, ou commenter, cette information. Il a



été remplacé en mai au conseil de la Flag par son ancien collègue Rémy Best. **Karine Curti**, directrice de la fondation, alerte sur les signaux de fragilité qui pèsent sur l'économie locale.

■ Quel est l'impact pour la Flag du départ de Renaud de Planta?

Renaud de Planta s'est retiré naturellement au 1^{er} mai 2025, après avoir quitté le collège des associés de Pictet en 2024. Il souhaitait ouvrir une nouvelle page personnelle. Pendant cinq ans, il a œuvré



Renaud de Planta. Le banquier est cofondateur de la Flag.

à la création puis au développement de la fondation. Son retrait ne change rien à notre stratégie: notre mission reste de rendre visibles les signaux qui témoignent de la perte d'attractivité économique de Genève. C'est d'autant plus crucial aujourd'hui avec une annonce comme celle-là (*ndlr: le départ, non confirmé, pour l'Italie de Renaud de Planta*).

■ Au-delà des cas individuels, la fiscalité suisse – et genevoise en particulier –

keystone

constitue-t-elle aujourd'hui un frein à l'attractivité du territoire pour les entrepreneurs ou les grandes fortunes?

Effectivement, certains signaux devraient nous alerter: à Genève, la charge fiscale totale peut atteindre 71,5% pour les entrepreneurs. La taxation de l'outil de travail pénalise ainsi fortement Genève. La valeur théorique de l'entreprise est intégrée à la fortune privée et imposée comme s'il s'agissait d'argent disponible, alors que les autres cantons appliquent des abattements ou des taux plus bas sur la fortune. Sur la fiscalité des personnes physiques, Genève est clairement désavantagé au profit des autres cantons ou pays. Le moment est venu de rouvrir le débat fiscal pour éviter d'aggraver la situation.

■ Pourtant l'initiative de la Jeunesse socialiste (JS), qui veut imposer à 50% les successions dépassant 50 millions et soumise au vote le 30 novembre, ne va pas dans ce sens...

Cette initiative est préoccupante. C'est un vrai danger

pour la prospérité de la Suisse et de Genève. Cette seule perspective a déjà un effet dissuasif: certains entrepreneurs repoussent leur installation tant que l'incertitude demeure. Si elle devait être acceptée, le temps ne serait plus à la réflexion mais à la déstabilisation. Cela provoquerait une vague de départs et de délocalisations parce que la charge fiscale deviendrait tout simplement insoutenable.

■ Les autorités ont-elles conscience du risque d'érosion fiscale et économique?

Je ne peux pas me prononcer à leur place, mais Genève s'est longtemps reposé sur ses acquis, en estimant que les entrepreneurs ne partiraient jamais. Pourtant, nous constatons déjà des départs: les entreprises réévaluent constamment leurs conditions comme l'environnement fiscal, la mobilité, l'accès au logement, etc. Dans notre enquête menée en 2022, 52% des entrepreneurs interrogés envisageaient de délocaliser leurs activités en dehors de Genève et 29% di-

saient déjà envisager de quitter Genève ou la Suisse...

■ Quelles actions concrètes devraient-elles engager?

Cela fait plusieurs années que les initiatives s'enchaînent et envoient des messages négatifs aux entrepreneurs. Elles visent à durcir les conditions cadre, au lieu de stimuler le tissu économique. Les autorités doivent être plus réactives et anticiper davantage les signaux émis par les entrepreneurs.

Ainsi Zurich a su développer des hubs technologiques attractifs et miser sur un aéroport avec des liaisons directes.

■ Pourtant la ministre genevoise de l'Economie Delphine Bachmann a annoncé en ce début d'année un plan «Innovation» pour attirer les start-up...

Il y a le temps politique et il y a le temps de la réalité économique. C'est très bien d'avoir des plans et des ambitions, mais il faut accélérer. Pendant que Genève prépare ses dispositifs, les autres cantons et pays n'attendent pas et attirent déjà talents et entreprises.■